

TERRORISME

Merah, le capitaine «Zouheir» et les maquis de Boumerdès

Les services de renseignement français auraient tenté d'infiltrer et manipuler les terroristes islamistes algériens par l'entremise de Mohamed Merah qu'ils avaient envoyé à Boumerdès et Tizi-Ouzou pour y nouer des contacts. Mohamed Merah aurait été pris en charge et missionné par un capitaine des renseignements généraux (RG) français prétendument djihadiste, un certain Jossier, agissant sous le sobriquet de Zouheir.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - L'affaire Mohamed Merah est-elle en passe de livrer quelques dessous jusqu'à insoupçonnés ? Deux vidéos décryptées par le journal *Echourouk* jettent le scandale sur les services de renseignement français qui auraient exploité la foi de Merah en le dji-

had pour en faire un agent infiltrant pour les besoins de la manipulation les groupes terroristes sévissant en Algérie. Ces vidéos, filmées par Mohamed Merah, alors qu'il était cerné par le Raid, dans l'appartement où il s'était réfugié après les tueries de Montauban et de Toulouse, restituent les échanges téléphoniques entre Merah et le capitaine Jossier, l'officier des RG qui l'aurait envoyé dans les maquis terroristes algériens.

Les échanges en question dévoilent un Merah éveillé sur la manipulation dont il a fait l'objet du capitaine Jossier qu'il connaissait sous son sobriquet de Zouheir. Cerné dans son refuge, Merah a réalisé que son «ami» Zouheir n'était pas un djihadiste comme il l'avait cru mais un officier des renseignements français.

A ce dernier qui le suppliait de se rendre, Merah répliquait nerveux : «Comment peux-tu m'aider alors que c'est toi qui es responsable de cette situation, Monsieur le capitaine Jossier, je connais ton vrai nom, toi qui nous trompais avec le nom de Zouheir, espèce de traître à sa



Mohamed Merah.

religion et ses frères de sang !» En tentant de convaincre Merah de se rendre, le capitaine Jossier agissait à découvert. Il promettait à son protégé d'avant de lui garantir la vie sauve. Merah ne s'en laisse pas conter. «C'est mal ce que tu fais Zouheir, tu m'as envoyé en Irak, au Pakistan et en Syrie pour aider les musulmans et ensuite tu apparais comme un criminel et capitaine dans les renseignements, je ne te pensais pas comme ça.» Manquant de convaincre Merah de se rendre, le fameux Zouheir cède la place à un certain Jean Daniel, un officier du renseignement français.

Sa tentative buta, comme celle du capitaine Jossier, sur le refus de Merah d'entendre raison. Et comme dans une ultime confession, Merah se filme racontant les péripéties de la manipulation dont il s'est dit l'objet de la part du capitaine Jossier : «Zouheir m'a envoyé en Irak, à Kirkouk et j'ai contacté les combattants, j'ai établi de bonnes relations avec eux. J'ai ensuite été en Syrie, à Alep, ensuite j'ai été à Diar Bark dans le Kurdistan, ensuite en Algérie à Boumerdès et Tizi-Ouzou.

J'ai contacté des combattants et j'ai noué de bonnes relations avec eux. Ce traître m'a utilisé

comme outil pour faire mal aux musulmans combattants (...)

Mohamed Merah a, en croire ces deux vidéos, séjourné dans les maquis algériens. On ne sait pas à quelle période. Il ne le dit pas. Ce qu'il dit, en revanche, c'est qu'il était envoyé par le capitaine Jossier, dit Zouheir. Et l'objet de cette mission tel qu'il l'affirme dans sa vidéo était d'établir de bonnes relations avec les terroristes algériens. On ne sait pas également de quelle manière et à quelles fins les services français auraient exploité ces liens liés par Mohamed Merah.

Quant aux deux vidéos en question, l'avocate de la famille Merah, Zahia Mokhtari, en avait fait cas lors d'une conférence de presse à Alger, quelque temps après l'élimination de Mohamed Merah le 22 mars dernier. «Nous détenons deux vidéos identiques de 20 minutes chacune dans lesquelles Mohamed Merah parlait aux policiers qui l'encerclaient», a-t-elle dit, expliquant que «des personnes au cœur de l'événement et qui voulaient que la vérité éclate m'ont remis ces vidéos». Qui ? Comment ces vidéos ont pu échapper aux perquisitions des policiers, après l'assaut ? Merah les aurait-il postées via le net avant qu'il ne soit abattu ? A qui ? Autant de questions qui restent sans réponses... pour le moment.

S. A. I.

ALORS QUE PLUSIEURS POCHEs TERRORISTES SONT CIBLÉES PAR L'ANP DEPUIS LE DÉBUT DE L'ÉTÉ

Trois terroristes abattus à Iflissen

Alors que les opérations militaires engagées depuis le début de l'été contre les poches terroristes d'Aqmi situées au sud, à l'est et au nord-est de la wilaya de Tizi-Ouzou sont toujours en cours, les forces de sécurité continuent d'asséner des coups durs aux terroristes qui viennent de perdre pas moins de six éléments, en un peu plus d'une semaine.

Après le coup réussi par les éléments de la BMPJ qui ont éliminé trois terroristes dans une opération urbaine, il y a peu de jours, à Tizi-Ouzou, c'était au tour des forces de l'ANP lundi vers 15h, de mettre hors d'état de nuire trois terroristes qui circulaient à bord d'un véhicule, au sud d'Iflissen, à moins de 50 km au nord de Tizi-Ouzou.

Venant de l'est de la wilaya et se dirigeant probablement vers les maquis de Mizrana, les trois terroristes étaient à bord d'un véhicule léger, une Peugeot 305, immatriculé dans la wilaya de Boumerdès, et étaient poursuivis depuis Aghribs par les services de sécurité.

Arrivés au lieu-dit Tlatha, situé à l'extrême sud de la commune d'Iflissen, sur la RN 71, les trois

criminels ont été abattus par les éléments de l'ANP. L'opération s'est soldée, en outre, par la récupération de trois kalachnikovs.

Par ailleurs, et en l'absence d'une pièce officielle, leur identité n'a toujours pas été établie. En l'espace de trois semaines, ce sont, en tout, 4 terroristes qui ont été éliminés dans la même région.

Le quatrième terroriste en question a été abattu au mois de mai dernier, lors d'une opération engagée par les forces de sécurité, près de Tala Taghrast, un village de la commune de Mizrana, frontalier avec la wilaya de Boumerdès. Une kalachnikov a été récupérée lors de la même opération.

K. B.



Photo : DR

Deux militaires blessés à Azazga

Deux militaires faisant partie d'un convoi en mouvement, en direction de Yakourène probablement, ont été blessés dans la nuit de lundi à mardi, à quelques kilomètres à peine du centre-ville d'Azazga, selon des sources locales. C'est la déflagration d'un engin artisanal, enfoui sur le bas-côté de la chaussée et actionné à distance, qui serait à l'origine de cette énième attaque contre des militaires dans cette partie de la wilaya de Tizi-Ouzou où, à quelques kilomètres un peu plus à l'est, sur une vaste étendue allant de Yakourène à la frontière avec Béjaïa, a lieu une opération au sujet de laquelle absolument rien n'a filtré.

A. M.

DÉFENSE DES

DROITS

DE L'ENFANT

Le comité des Nations unies relève les insuffisances

En présentant les rapports sur la situation de l'enfant devant le comité international des droits de l'enfant auprès des Nations unies, l'Algérie a été destinataire d'une série de recommandations destinées à combler les lacunes. Présent en tant qu'observateur, le réseau NADA s'est félicité des recommandations faites qu'il considère être un soutien à son action. Le comité international des droits de l'enfant auprès des Nations unies a demandé vendredi dernier aux représentants de l'Algérie d'institutionnaliser le numéro vert (30 33) mis en place par NADA en 2008. Il a demandé la généralisation du numéro aux 48 wilayas. Plus loin, le comité des Nations unies a demandé à l'Algérie de redéfinir la notion de l'intérêt supérieur de l'enfant qu'il juge ambigu et exige de l'Algérie l'adoption immédiate du code de la protection de l'enfant que l'Algérie avait promis de mettre en place lors de son rapport de 2005. Le comité international des droits de l'enfant auprès des Nations unies a également relevé l'absence d'un organe de coordination supra entre les institutions. Il préconise la mise en place d'un organe de surveillance des droits de l'enfant et un système d'information. Ce même comité recommande l'éducation inclusive des enfants handicapés, la définition des enfants nés hors mariage, la ratification de la convention relative au travail des enfants et aux enlèvements des enfants issus des mariages mixtes. Pas moins de 260 questions ont été posées aux représentants de l'Algérie en ce qui concerne l'éducation, la santé, la justice et la famille.

N. I.